

REPUBLIQUE DU NIGER
COUR D'APPEL DE NIAMEY
TRIBUNAL DE COMMERCE DE NIAMEY

**AUDIENCE PUBLIQUE ORDINAIRE DU DIX-SEPT
DECEMBRE 2018**

JUGEMENT

COMMERCIAL N°186

DU 17/12/2018

CONTRADICTOIRE

AFFAIRE :

BSIC-NIGER SA

C/

**MATERNITE ISSAKA
GAZOBI**

Le Tribunal de Commerce de Niamey en son audience publique ordinaire du dix-sept décembre deux mil dix-huit, statuant en matière commerciale tenue par Madame **DOUGBE FATOUMATA DADY**, Présidente de la 5^{ème} chambre; **Président**, en présence de Messieurs **GERARD DELANNE et BOUBACAR OUSMANE**, tous deux juges consulaires avec voix délibératives ; avec l'assistance de Maître **MOUSTAPHA AMINA ZAKARI**, **Greffière**, a rendu le jugement dont la teneur suit :

ENTRE

**LA BANQUE SAHELO SAHELIENNE POUR
L'INVESTISSEMENT ET LE COMMERCE (BSIC) NIGER
SA** ayant son siège à Niamey (Niger), BP : 12.482
représentée par son Directeur Général, assisté de la SCPA
IMS, Avocats Associés,

DEMANDERESSE

D'UNE PART

ET

MATERNITE ISSAKA GAZOBI, ayant son siège à
Niamey, représenté par son Directeur Général

DEFENDERESSE

D'AUTRE PART

Suivant acte d'huissier en date du 10 Octobre 2018, la Banque Sahélo Sahélienne pour l'investissement et le commerce (BSIC) Niger SA assigne la Maternité ISSAKA GAZOBI ayant son siège à Niamey, représenté par son Directeur Général devant le tribunal de commerce pour :

- Y venir la Maternité Issaka Gazobi de Niamey pour s'entendre ;
- Déclarer recevable l'action de la BSIC NIGER SA régulière en la forme ;
- Dire et juger que la Maternité Issaka Gazobi a abusivement manqué à son engagement de domiciliation ferme et irrévocable ;
- Dire et juger en outre que ce manquement a compromis le droit de BSIC NIGER SA quant au recouvrement de sa créance ;
- Condamner en la Maternité Issaka Gazobi à payer à la BSIC Niger SA la somme de treize millions neuf cent soixante-quatorze mille quatre cent cinquante-cinq (13.974.455) FCFA correspondant au montant de l'engagement ferme et irrévocable sous astreinte de 500.000 FCFA par jour de retard ;
- Condamner également à payer à titre de dommages intérêts la somme de 10.000.000 FCFA à la BSIC Niger S.A
- Ordonner l'exécution provisoire de la décision à intervenir sur minute et avant enregistrement, sans caution nonobstant toute voie de recours ;
- Condamner la Maternité Issaka Gazobi aux dépens ;

La BSIC Niger SA, à l'appui de sa demande expose que Monsieur IDE OUMAROU, promoteur de l'Entreprise Ide Oumarou , dans un souci d'assurer une bonne exécution du contrat objet du bon de commande N°00148/00149 signé le 21/11/2016 d'un montant de 13.974.455 FCFA, au profit de la Maternité Issaka Gazobi, a sollicité et obtenu de BSIC NIGER SA un prêt bancaire à court terme ;

Qu'en garantie et sureté dudit prêt, la Maternité Issaka Gazobi a signé un engagement, de domiciliation ferme et irrévocable d'effectuer le paiement du contrat par virement à l'ordre de la BSIC NIGER SA et au compte N°021120100110-98 ouvert dans les livres de ladite banque au nom de l'Entreprise Oumarou Idé ;

Que par le même engagement la Maternité Issaka Gazobi s'obligeait à ne porter aucune modification audit engagement sans autorisation expresse de la BSIC NIGER SA sous peine d'engager sa responsabilité ;

Que malheureusement à ce jour, la BSIC constate qu'aucun versement n'a été effectué sur ledit compte par la Maternité Issaka Gazobi ;

Que c'est pourquoi la demanderesse, lasse d'attendre et désirant rentrer dans ses droits a, avant toute action, jugé nécessaire de sommer la défenderesse ; Qu'en repose à la sommation à elle adressée sur la question de savoir le pourquoi du non-respect de son engagement, la défenderesse déclarait sans la moindre preuve de ses dires qu'elle a effectué le virement dans le compte de Monsieur Oumarou Ide via le Compte Unique du trésor national de Niamey ;

Attendu que la Maternité Issaka Gazobi n'a pas fait valoir ses moyens ;

DISCUSSION :

EN LA FORME :

Sur le caractère de la décision

Attendu que la BSIC NIGER SA a été représentée à l'audience par son conseil ; qu'il sera statué contradictoirement à son égard ;

Attendu que la Maternité Issaka Gazobi bien qu'assignée à personne de son représentant légal, n'a ni comparu ni été valablement représentée ; Qu'il sera statué par réputé contradictoire à son égard ;

Sur la recevabilité

Attendu que l'action de la BSIC NIGER SA a été introduite conformément à la loi ;

Qu'il convient de la déclarer recevable ;

Sur le taux du ressort :

Aux termes de l'article 27 de la loi sur les tribunaux de commerce, « les tribunaux de commerce statuent :

En premier et dernier ressort si l'intérêt du taux du litige est inférieur à 100 000 000F ;

En l'espèce, le taux du litige est de 13.974.455 FCFA F CFA ;

Ce montant étant clairement inférieur à 100 000 000 F ; il convient de statuer en dernier ressort ;

AU FOND :

SUR LA RESPONSABILITE DE LA MATERNITE ISSAKA GAZOBI :

Attendu qu'aux termes de l'article 1134 du code civil « les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites.

Elles ne peuvent être révoquées de leur consentement mutuel, ou pour des causes que la loi autorise ;

Elles doivent être exécutées de bonne foi. »

Attendu que la BSIC NIGER SA sollicite du tribunal de déclarer défaillante la maternité Issaka Gazobi et la condamner à lui payer le montant de son engagement de domiciliation ferme et irrévocable, soit la somme de 13.974.455 FCFA sous astreinte de 500.000 FCFA de retard par jour ;

Attendu qu'il ressort des pièces du dossier et des débats à l'audience que la Maternité Issaka Gazobi et la BSIC NIGER SA sont liées par une convention qui impose à chacune d'elles des obligations, notamment pour la banque BSIC de mettre à la disposition de Sieur Oumarou Ide des fonds pour l'exécution d'un marché au profit de la Maternité Issaka Gazobi, en contrepartie de quoi cette dernière devrait faire le paiement du montant total dudit marché dans les livres de BSIC NIGER SA dans lesquels un compte est ouvert au nom de l'entreprise Oumarou Ide Bénéficiaire du Marché attribué par la Maternité Issaka Gazobi ;

Attendu que pour rassurer la BSIC NIGER SA, la Maternité Issaka Gazobi lui signait un engagement dans lequel elle mettait jeu sa responsabilité en cas du non-respect de ses obligations contractuelles ;

Attendu qu'il ressort également des pièces du dossier qu'à la date de la saisine du tribunal, la maternité Issaka Gazobi n'a pas encore tenu son engagement , puisque le compte de Oumarou Ide ouvert dans les livres de la BSIC est toujours débiteur d'un montant de neuf millions sept cent quatre-vingt-douze mille trois cent vingt-neuf (9.792.329) FCFA et aucune preuve du paiement promis par la maternité n'a été faite ;

Attendu que la Maternité Issaka Gazobi a, dans sa réponse à la sommation de tenir son engagement qui lui avait été faite, à travers son Directeur Général Monsieur Lawali Ali fait comprendre que si la maternité Issaka Gazobi n'avait pas payer le fournisseur Oumarou Ide par virement dans le compte de ce dernier qui se trouve dans les livres de BSIC NIGER SA, c'est du à l'institution du Compte Unique du trésor institué par le Gouvernement à travers le Ministre des Finances et que la Maternité Issaka Gazobi n'avait plus le choix, car ne pouvant pas payer par chèques ses fournisseurs ;

Que c'est pourquoi, en effet, le payement est intervenu via le Trésor National dans les mains de Monsieur Oumarou Ide ;

Attendu que la défenderesse dit n'avoir manqué à son engagement mais sans faire la preuve de sa libération dudit en engagement, que sa défense consistant à soutenir qu'elle n'avait d'autre choix que de payer à travers le trésor public n'est soutenue par aucune preuve attestant non seulement l'obligation qui lui était faite de payer à travers le trésor publique, ni la véracité du supposé paiement au compte unique du trésor ;

Attendu que les agissements de la Maternité Issaka Gazobi ne constituent ni plus ni moins qu'une violation des dispositions de l'article 1134 précité en ce sens que celle-ci n'a non seulement pas tenu à son engagement vis-à-vis de la BSIC NIGER SA, mais aussi, elle a unilatéralement modifié celui-ci en faisant le paiement à travers une tierce personne (le Trésor Public) ;

Qu'il y'a lieu de déclarer que la Maternité Issaka Gazobi a manqué à son engagement contractuel et par conséquent sa responsabilité contractuelle est pleinement engagée, qu'elle doit être condamnée à payer à la BSIC NIGER SA le montant de son engagement de

domiciliation ferme et irrévocable, notamment la somme de 13.974.455 FCFA sous astreinte de 100.000 FCFA de retard par jour ;

SUR LES DOMMAGES INTERETS :

Aux termes de l'article 1147 du Code Civile «Le débiteur est condamné, s'il y a lieu, au paiement de dommages et intérêts, soit à raison de l'inexécution de l'obligation, soit à raison du retard dans l'exécution, toutes les fois qu'il ne justifie pas que l'inexécution provient d'une cause étrangère qui peut ne lui être imputée, encore qu'il n'y ait de mauvaise foi de sa part. » ;

L'analyse de ces dispositions fait ressortir que le débiteur est condamné, s'il y a lieu, au paiement de dommages et intérêts soit à raison de l'inexécution de l'obligation, soit à raison du retard dans l'exécution, s'il ne justifie pas que l'exécution a été empêchée par la force majeure,

Attendu qu'il a été établi que la BSIC NIGER SA est créancière d'Oumarou Ide de la somme de 9.792.329 correspondants au solde de son compte dans ses livres ;

Que l'inexécution de la Maternité Gazobi est constante ; créant ainsi à la BESIC-NIGER un manque à gagner considérable, notamment les frais d'avocats ;

Attendu que la Maternité Gazobi ne justifie pas son inexécution par la survenance d'un cas de force majeure ; qu'en application aux dispositions de l'article 1147 sus visé, il y a lieu de constater que les dommages et intérêts sont dus ;

Attendu que la somme de 10.000.000 FCFA demandée par la BSIC est exagérée, il y'a lieu de la ramener à sa juste proportion en condamnant la Maternité Issaka Gazobi à payer à la BSIC NIGER SA la somme d'un million (1.000.000) FCFA pour toute cause de préjudices ;

SUR L'EXECUTION PROVISOIRE :

Attendu que la BSIC NIGER SA demande d'ordonner l'exécution provisoire sur minute et avant enregistrement ;

Attendu qu'il résulte de l'article 463 du code de procédure civile que les ordonnances de référé sont exécutoires par provision et sans caution, et que ce n'est qu'en cas de nécessité que le Président peut ordonner l'exécution de son ordonnance de sur minute et avant enregistrement ;

Attendu qu'en l'espèce, il ne s'agit guère de la matière de référé ;

Qu'il ne saurait donc l'ordonnée sur minute et avant enregistrement ;

Attendu que cependant, il résulte de l'article 52 de la loi 2015-08 du 10 avril 2015 fixant l'organisation, la compétence, la procédure à suivre et le fonctionnement des tribunaux de commerce en République du Niger que "l'exécution provisoire du jugement est de droit lorsque le taux du litige est inférieur à 200 000 000 FCFA";

Qu'en l'espèce le taux du litige est de 40 500 000 FCFA; ce taux étant inférieur à deux cent millions, qu'il sied de constater qu'elle est de droit et l'ordonner;

il y'a lieu de dire qu'il ne sera pas ordonné ladite mesure, mais qu'il sera ordonné l'exécution provisoire de droit conformément aux dispositions de l'article 52 de la loi sur les tribunaux de commerce ;

SUR LES DEPENS :

Attendu que la Maternité Issaka Gazobi est la partie qui a succombé à la présente instance, il y'a lieu de la condamner aux dépens ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, contradictoirement, en matière commerciale et en dernier ressort ;

Statuant publiquement, contradictoirement, en matière commerciale et en dernier ressort ;

- Reçoit l'action de la BSIC NIGER SA comme régulière en la forme ;
- Constate que la Maternité Issaka Gazobi a manqué à son engagement ferme et irrévocable ;

- Dit en conséquence que la créance de la BSIC NIGER est fondée ;
- Condamne la Maternité Issaka Gazobi à payer à la BSIC NIGER SA la somme de 13.974.455 FCFA correspondant à son engagement de domiciliation ferme et irrévocable sous astreinte de 100.000 FCFA par jour de retard ;
- Condamne la Maternité Issaka Gazobi à payer à la BSIC NIGER SA la somme de un million (1.000.000) FCFA de dommage et intérêts ;
- Dit qu'il n'y a pas lieu à ordonner l'exécution provisoire sur minute et avant enregistrement;
- Ordonne cependant l'exécution provisoire prévue à l'article 52 de la loi sur les tribunaux de commerce ;
- Condamne la Maternité Issaka Gazobi aux dépens ;

Avertit que les parties ont un délai de pourvoi d'un mois devant la Cour de Cassation à compter de la signification de la présente décision par dépôt d'acte auprès du Greffier en chef du Tribunal de Commerce de Niamey.

Ainsi fait, jugé et prononcé publiquement les jours, mois et an ci-dessus.

LE PRESIDENT

LA GREFFIERE